

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

26 SEPT. AU 2 OCTOBRE 1991

N° 838

10,00 F

CROATIE

Guerre de conquête

EDITORIAL

La presse présente l'offensive généralisée de l'armée « populaire » yougoslave comme destinée, seulement, à libérer les casernes soumises au blocus des forces croates. Blocus décrété après un mois de bombardements sur les villes de l'Est de la Slavonie. Il semble bien, au contraire, qu'il s'agisse purement et simplement d'une guerre de conquêtes, permettant à l'armée de prendre le pouvoir au sein d'une Yougoslavie transformée en « grande Serbie ».

L'Europe des Douze s'agite, impuissante, et laisse la guerre s'étendre au risque de menacer le bel édifice, qui se construisait à l'abri des pays pauvres et récemment convertis à l'économie de marché.

Nous publions, donc, dans nos colonnes l'essentiel de la traduction d'un témoignage recueilli pour *Umanita Nova* (organe de la Fédération anarchiste italienne) par Claudio Venza, en début septembre.

Dans cet entretien, un compagnon de Zagreb, actif dans les milieux alternatifs et anti-autoritaires, exprime son sentiment sur la situation actuelle en Yougoslavie.

Umanita Nova : Que penses-tu faire durant les prochains jours ?

X : Avant, je pensais surtout à partir, mais j'ai changé d'avis. Je ne pense plus comme il y a un mois. Je resterai à Zagreb. Il y a quelque temps, je voyais ce conflit comme la conséquence de deux nationalismes également agressifs. Aujourd'hui, cependant, je fais quelques distinctions.

UN : Lesquelles ?

X : Au cours des dernières semaines, il est apparu clairement que le gouvernement serbe et surtout les généraux de l'armée fédérale conduisent une guerre d'agression pour la conquête militaire d'un territoire toujours plus étendu. Désormais, ils ne tiennent plus compte

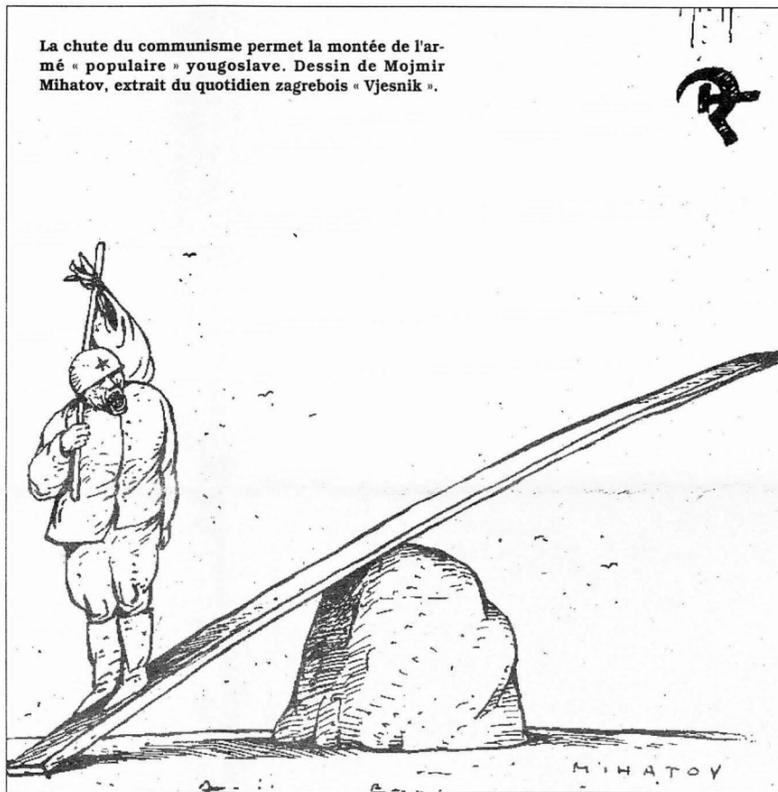
de l'existence ou non d'une minorité serbe. Et puis, ce que font les milices serbes et l'armée, après avoir conquis un village croate, est terrible : ils tuent, ils torturent jusqu'à des civils sans arme. D'autre part, pour plus de clarté, je rappelle qu'il y a quelques jours, ils ont détruit deux villages habités exclusivement par des Hongrois.

UN : Tu penses que l'armée croate agit autrement lorsqu'elle conquiert un village serbe ?

X : Il est clair que je n'ai pas de sympathie pour l'armée croate, mais je n'ai pas d'information sur des crimes à l'encontre de civils.

(suite p. 4)

La chute du communisme permet la montée de l'armée « populaire » yougoslave. Dessin de Mojmir Mihatov, extrait du quotidien zagrebais « Vjesnik ».



COLLOQUE

« Anarchie et prison »

La question de la prison en société anarchiste est souvent posée aux libertaires. Vouloir donner des éléments de réponse à cette question, ce n'est pas se lancer dans la politique-fiction ! C'est même tout le contraire... Le mouvement libertaire a eu, trop longtemps, tendance à la simplification extrême de la problématique de la déviance et de son traite-

ment. Cet angélisme réducteur a abouti à occulter toute réflexion sérieuse, à laisser dans le flou le plus total nombre de compagnons, voire à les empêcher d'appréhender toute la réalité judiciaire et carcérale.

C'est à partir de ce constat, que l'équipe de l'émission « Ras-les-murs » organise un colloque sur cet aspect central de la future société anarchiste. Nous avons décidé d'axer notre réflexion sur deux thèmes :

- la nature et les formes de la déviance en société libertaire ;
- l'éthique et les formes de son traitement.

Le premier point sera introduit par Gaetano Manfredonia et Miguel Benassayag, l'un avec les analyses théoriques traditionnelles des penseurs anarchistes, l'autre par une étude plus large de la notion même de déviance en société anarchiste.

Le deuxième point sera introduit par Serge Livrozet et Jacques Lesage de la Haye, qui aborderont les différents types de réponse que la société anarchiste pourrait imaginer à la question de sa déviance spécifique.

« Ras-les-murs »

URSS

De l'accumulation primitive au capitalisme : le communisme est mort, vive le communisme !

LORSQU'ON songe à la révolution russe en expurgant son récit de l'habillement idéologique dont elle est habituellement parée (« les glorieux dirigeants de la glorieuse révolution d'octobre », etc.), on reste saisi de vertige. De la prise du pouvoir par Lénine à l'affermissement définitif de Staline à la tête de l'Etat il se passe dix années pendant lesquelles les glorieux dirigeants du prolétariat se combattent, s'allient les uns contre les autres, défont leurs alliances, se rapprochent de leurs adversaires de la veille contre leurs anciens alliés, renient leurs propres partisans, sous l'œil goguenard de Staline.

Pourtant, la direction de l'avant-garde du prolétariat avait, pour reprendre l'expression de Lucaks, reçu « son arme la plus effilée des mains de la vraie science », le marxisme, dont Lénine disait par ailleurs : « On ne peut retrancher aucun principe fondamental, aucune partie essentielle de cette philosophie du marxisme coulée dans un seul bloc d'acier, sans s'écarter de la vérité objective, sans verser dans le mensonge bourgeois et réactionnaire. » (*Matérialisme et empiriocriticisme*, Editions du Progrès, p. 461.)

Ce genre de proclamation, motivée par le désir d'affirmer une formulation scientifique, relève à l'évidence bien plus du credo religieux, et dévoile l'ampleur de la régression intellectuelle subie par les conceptions léniniennes.

Lorsque la vérité relève moins de la constatation des faits que de l'interprétation d'un dogme, on assiste rapidement à une effroyable dégénérescence politique dont on a pu constater quelques exemples : Trotsky balayant d'un revers de main les « humeurs changeantes » de la démocratie ouvrière (1) ; Radek décidé à ne pas céder aux « clameurs des travailleurs » qui ne « comprennent pas leurs vrais intérêts » ; Boukharine s'apitoyant sur les mauvaises conditions de travail... des tchékistes !

La possession de la « vraie science » constitue un véritable acte de propriété sur la classe ouvrière ; elle légitime ses détenteurs comme direction autoproclamée du mouvement ouvrier. La moindre contestation de la ligne du parti - qu'elle s'exprime à l'intérieur de celui-ci ou à l'extérieur - ne relève pas simplement d'une divergence politique, elle est une atteinte à la « vraie science » élaborée par les dirigeants, et se situe à ce titre en dehors de toute discus-

sion. La moindre contestation des fondements de cette « vraie science » constitue une violation qui rejette sans discussion son auteur dans les rangs de l'ennemi de classe. Face à un problème, il ne peut y avoir qu'une solution, celle donnée par les détenteurs et interprètes patentés de la science ; les autres solutions ne peuvent être que le produit de l'idéologie bourgeoise. Est-il besoin de dire que de telles conceptions de la « science » sont tragiquement limitatives, que l'histoire des sciences montre de nombreux exemples de résultats obtenus par des méthodes différentes, et que de plus, le propre d'une conception scientifique est d'être systématiquement remise en cause par de nouvelles hypothèses, de nouvelles découvertes ? Lénine se dissimule derrière le concept de science pour garantir au marxisme une pérennité qu'aucune science ne se reconnaît à elle-même : la science ne peut exister que parce que : 1°) les conceptions dominantes d'une époque sont systématiquement examinées sous des points de vue différents, et, 2°) parce qu'elles sont systématiquement rendues obsolètes par de nouvelles théories.

(suite p. 2)

« Anarchie et prison »

samedi 28 septembre
à l'AGECA (177, rue de
Charonne, 75011 Paris)
à partir de 14 h.

T2137 - 838 - 10,00 F



De l'accumulation primitive au capitalisme : le communisme est mort, vive le communisme !

(suite de la « une »)

Tout le problème de la « science », du point de vue de Lénine, consiste à établir qui, et selon quelles modalités, détermine la bonne interprétation, c'est-à-dire l'orthodoxie. Ainsi, lorsque Lénine déclare à N. Valentinov : « *Le marxisme orthodoxe n'a besoin d'aucune modification, ni dans sa philosophie, ni dans sa théorie de l'économie politique, ni dans ses conséquences politiques* » (2), il n'exprime pas seulement le point de vue le plus antiscientifique possible (à savoir : une théorie scientifique - le marxisme - est immuablement valable), il expose une aberration du point de vue dialectique. Mais le problème qu'il pose est bien celui de déterminer qui décide de la bonne interprétation. C'est là un problème aisément résolu : « *Les classes sont dirigées par des partis, et les partis sont dirigés par des individus qu'on nomme les chefs. (...) C'est l'ABC, la volonté d'une classe peut être accomplie par une dictature, la démocratie soviétique n'est nullement incompatible avec la dictature d'un individu. (...) Ce qui importe c'est une direction unique, l'acceptation du pouvoir dictatorial d'un seul homme. (...) Toutes les phrases à propos de l'égalité des droits ne sont que sottises.* » (Œuvres complètes, T. 17.)

L'égalité des droits ? Sottise !

On a donc affaire à une « science » qui n'est pas accessible à l'entendement par son contenu propre, par les démonstrations qu'elle peut proposer, mais qui a besoin d'être interprétée, dont les mauvaises interprétations ne révèlent pas une erreur de compréhension des faits, mais expriment des intérêts de classe ennemis, et dont



Sakharov, le symbole de la dissidence, photographié à Moscou, en janvier 1976. © Sipa press

l'interprétation, en définitive, ne peut être fournie que par un seul homme.

Les modalités de la détermination de l'orthodoxie peuvent être (relativement) pacifiques avant la prise du pouvoir, mais après, les enjeux sont tels que, ayant épuisé toutes les procédures en une escalade constituée d'étapes où la discussion cède progressivement le pas à la violence physique, on aboutit inévitablement à l'extermination des opposants.

Ainsi, lorsqu'à l'occasion du dernier round qui a opposé Zinoviev et Staline, les organisations du parti de Leningrad, fief du premier, et de Moscou, contrôlées par le second, votaient des résolutions unanimes se condamnant réciproquement, Trotsky demandait ironiquement : quelle est l'expli-

cation sociale ? La question est parfaitement justifiée. Mais on imagine aisément l'ambiance qui peut régner dans une organisation où les divergences politiques sont perçues comme l'expression - chez l'autre - d'intérêts de classe ennemis. Pourtant, la question que le marxiste Trotsky aurait dû - mais qu'il ne pouvait évidemment pas - poser est : quelle est « l'explication sociale », la nature sociale d'une organisation dans laquelle les divergences se règlent dans ces termes ?

Revenir sur ces questions n'aurait qu'un intérêt académique si elles n'avaient d'importantes résonances dans le présent. En quels termes le problème de la politique économique du régime se pose-t-il aujourd'hui ?

Tout d'abord une constatation : la productivité du travail en URSS représente 40% de celle des Etats-Unis. Autrement dit, très schématiquement, lorsqu'un ouvrier américain produit 10 objets, son homologue soviétique en fabrique 4. La productivité du travail est, en gros, la résultante de deux facteurs : le développement technologique du système, et le degré d'exploitation de la force de travail. (3)

Développer les forces productives

La capacité du communisme à développer les forces productives que le capitalisme ne parviendrait plus à développer constitue une des justifications théoriques du marxisme. C'est parce que les rapports de production capitalistes entrent en contradiction avec les forces productives, entravant ces dernières, que le communisme est rendu possible. Or, malgré les proclamations incantatoires de certaines sectes trotskistes depuis cinquante ans, on n'avait pas remarqué que les forces productives avaient cessé de croître dans le

régime capitaliste, et on n'avait pas non plus remarqué qu'elles avaient subi une expansion particulièrement impressionnante dans les Etats dits socialistes. Les tenants du « libéralisme », dont l'arrogance s'étale sans vergogne à travers tous les médias aujourd'hui, en concluent - c'est de bonne guerre - à la faillite du communisme. Ils pourraient tout aussi bien conclure, à partir des mêmes prémisses, que ce n'était pas du communisme, mais c'est évidemment une chose qu'ils ne peuvent pas faire. Or, ils ne manquaient pas, ceux qui l'affirmaient, dès le début de la révolution russe, et en tout premier les anarchistes russes. Mais il est honnête de dire que dans le courant marxiste, cette idée-là n'était pas absente non plus, dès les premières années. On doit aux marxistes allemands - pas seulement Rosa Luxemburg, mais bien d'autres encore - une critique radicale irremplaçable du bolchevisme, dont seule l'ignorance peut inspirer le dédain. On pouvait ainsi lire en 1934 une intéressante définition du bolchevisme : « *Le bolchevisme offre toutes les caractéristiques de la révolution bourgeoise, mais intensifiées par une connaissance approfondie, tirée du marxisme, des lois de la lutte des classes.* » (4)

On nous suggère donc clairement que le régime instauré par Lénine et son parti, derrière un habillage marxiste, n'est que la réalisation des objectifs de la révolution bourgeoise. C'est là précisément ce que les anarchistes russes ont affirmé avec force dès les premiers mois de la révolution.

Si on ne peut rejeter sans examen la thèse selon laquelle le « communisme » de type soviétique n'est pas du communisme, et le léninisme n'est pas du marxisme, cette thèse se heurte à de nombreux blocages. La bourgeoisie a en effet tout intérêt à tracer un signe égal entre « communisme » avec parenthèses et communisme au sens exact, et ses porte-voix médiatiques ne se font pas faute de le faire. C'est une façon d'enterrer un corps sans avoir vraiment vérifié s'il est mort, c'est aussi une façon d'exorciser une peur panique que le phénix renaisse de ses cendres. Mais il faut reconnaître que dans le mouvement anarchiste, on peut être également tenté de faire l'amalgame : en occultant la critique marxiste du marxisme, on se place dans la situation de celui qui, seul, avait raison dès le début : on vous l'avait dit ! Piètre consolation. C'est vrai qu'on avait raison. Mais nous n'étions pas seuls. Et alors ?

Il est vrai que, ne nous réclamant pas du marxisme, il n'entre pas dans nos compétences d'attribuer des labels d'orthodoxie marxiste. Cela ne nous empêche pas de connaître le marxisme - ne serait-ce que pour décider en toute connaissance de cause que nous ne le sommes pas. Mais il faut être ignorant ou de mauvaise foi pour affirmer que le « communisme » soviétique constitue la réalisation des idées de Marx. Il n'est pas nécessaire d'affirmer cela pour ne pas être marxiste. Il y a suffisamment d'autres raisons.

Les porte-voix des tenants du libéralisme ont peut-être tort d'enterrer Marx trop vite. S'ils en étaient capables, ils pourraient s'amuser à appliquer au système soviétique la méthodologie que Marx lui-même a élaborée. Ce n'est pas là une démarche perverse. De Platon à Hegel en passant par Descartes, les grands penseurs de l'humanité affirment que pour réfuter un système il faut « connaître le point de vue auquel il se place » (Descartes), il faut « entrer à l'inté-

rieur du système ». S'ils étaient capables d'en faire autant, nos libéraux en concluraient deux choses :

La fin du communisme ?

1) - Les quatre-vingts ans écoulés ont permis à la Russie de réaliser une accumulation primitive du capital, c'est-à-dire de créer les bases d'une économie industrielle ; c'est là un phénomène constant dans l'émergence de toutes les nations capitalistes :

2) - Cette accumulation primitive est parvenue à un stade où les institutions politiques, le mode d'organisation de la production, ne permettent plus au système de se développer. Il faut donc les faire éclater.

Ces propositions sont des hypothèses de travail qu'il ne nous paraît pas possible d'écarter sans examen. Si c'est là un mode de raisonnement que Marx a systématisé, il n'en constitue d'ailleurs pas un monopole de l'auteur du Capital. Hegel y a recours, les historiens de la Restauration, entre 1815 et 1830, l'ont employé, ainsi que Proudhon et Bakounine. Dire que le cadre institutionnel d'un régime doit éclater lorsque les conditions qui l'ont rendu nécessaire ont cessé d'exister, est d'une extrême banalité, et n'a pu paraître génial qu'à ceux qui n'ont pas pris la peine de lire les auteurs après de qui Marx s'est inspiré.

Il reste que l'application posthume du marxisme - celui des textes eux-mêmes - à l'analyse du régime soviétique pourrait bien fournir une explication beaucoup plus satisfaisante des événements qui s'y déroulent que celles qui nous sont proposées par le cortège de « spécialistes » qui se relaient dans les médias. Ce qui n'exclut pas, évidemment, une analyse strictement libérale.

René Berthier

(1) Au sujet de l'Opposition ouvrière, Trotsky déclara ceci : « *Ils ont mis en avant des mots d'ordre dangereux... Ils ont placé le droit des ouvriers de faire élire leurs représentants au-dessus du parti. Comme si le parti n'avait pas le droit d'affirmer sa dictature, même si cette dictature était en conflit temporaire avec les humeurs changeantes de la démocratie ouvrière !* »

Dans un discours qu'il prononça aux cadets de l'école de guerre, il déclara : « *Le parti est l'avant-garde politiquement consciente de la classe ouvrière. Nous en sommes maintenant au point où les ouvriers, à la fin de leurs épreuves, refusent désormais de suivre une avant-garde qui les mène à la bataille et au sacrifice... Devons-nous céder aux clameurs des travailleurs qui ont atteint les limites de leur patience mais qui ne comprennent pas leurs vrais intérêts comme nous le faisons ? Leur état d'esprit est maintenant franchement réactionnaire. Mais le parti a décidé que nous ne devons pas céder, que nous devons imposer notre volonté de vaincre à nos partisans épuisés et démoralisés.* » (Cité par Alexander Barmine, *One Who Survived*, New York, 1945, p. 94.)

(2) *My talks with Lenin*.
(3) R.V. Daniels, *The Conscience of the Revolution*, Oxford 1960, p. 28.

(4) Karl Korsch, Paul Mattick, Anton Pannekoek, Otto Ruhle, Helmut Wagner, Otto Strasser...

Texte rédigé par le groupe des communistes internationaux de Hollande, décembre 1934. In *La contre-révolution bureaucratique*, 10/18, UGE.

N.B. : les guillemets servent à souligner le caractère mystificateur du terme. Les régimes qui s'en réclament étant aussi éloignés du concept originel que le bloc soviétique ne l'est du communisme...

(A suivre)

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n°(inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

HOPITAUX

La spirale infernale

Le secteur hospitalier n'en finit plus de connaître des problèmes de dysfonctionnement, d'où une nouvelle bouffée de colère parmi ses salariés. La rentrée sociale les y encourage. Examen du malaise !

CET été, au Centre hospitalier régional (CHR) de Bordeaux, le service de transplantation cardiaque a été fermé plusieurs semaines par manque de personnels soignants. A Lyon, un bébé est mort faute de soins et de surveillance minimum. En Franche-Comté, 252 jeunes infirmières se sont vues retirer leur diplôme, puis se le sont vues confirmer après une marche et un camping de fortune devant le ministère de la Santé.

Le secteur hospitalier n'en finit pas de souffrir de ne point être une priorité sociale. L'explosion de l'automne 1988 n'a pas réussi à contraindre les pouvoirs publics à engager de réelles solutions. Par contre, elle a su révéler les carences de l'hôpital et de la politique de santé.

L'emploi, d'abord. La profession d'infirmière ne fait plus recette : des dizaines de postes restent vacants. Les salaires, ensuite. Ils demeurent peu élevés : 5 à 6 000 F en début de carrière. Les conditions de travail,

encore. La pénurie d'effectifs est telle que les personnels sont obligés de déplacer leurs périodes de repos, d'écourter leurs vacances, d'allonger leurs journées de travail (12 heures ou plus) (1). Cette pénurie s'étend, aujourd'hui, aux postes d'aides soignants, de médecins, de manipulateurs-radios. Pour remédier à ces « hémorragies », les directions hospitalières n'hésitent plus. La liste est longue des remèdes impossibles : blocage de démissions, obligation contractuelle d'engagement de servir, recours aux heures supplémentaires, rachat de repos hebdomadaires, congés-maternité et congés-maladie non remplacés...

Du côté des usagers

Du côté des usagers, les rendez-vous sont reportés. Certaines populations sont sacrifiées. « L'apparition d'un nombre croissant de personnes âgées soulève le problème de l'utilisation de thérapeutiques lourdes et coûteuses que la société peut refuser de financer pour des personnes dont l'espérance de vie est faible », s'interroge l'Assistance publique de Paris (2).

Rien ne va, c'est pourquoi certaines infirmières ont décidé de descendre dans la rue.

La Coordination nationale infirmière (3) a lancé pour le jeudi 28 septembre un mot d'ordre de grève.

Celui-ci a été repris par la CGT, le CRC et d'autres associations professionnelles (anesthésistes, comité inter-hôpitaux), afin de démontrer la nécessité d'une action de tous les acteurs de la santé : infirmières ou aides soignants.

Mais une journée de grève suffira-t-elle ? La question est posée. C'est aux personnels du secteur sanitaire d'y répondre.

L.N. (gr. Pierre-Besnard)

(1) Au 30 juillet 1991, l'Assistance publique révélait la vacance de 681 postes d'infirmières pendant que la Direction régionale de l'action sanitaire et sociale (DRASS) avait, de son côté, 160 postes en Alsace, 190 en Provence-Alpes-Côte-d'Azur et 170 en Rhône-Alpes.

Par ailleurs, en ce qui concerne les heures de travail et les repos, la rotation imposée à quelques personnels soignants de l'hôpital Tenon avait, au printemps dernier, provoqué une longue grève.

(2) In « Rapport préparatoire au plan stratégique de l'A.P. (1990-1995) ».

(3) Des infirmières qui ont usurpé le nom de la coordination de 1988 pour en faire un syndicat corporatif.

Infos... grèves

ASSISTANTES SOCIALES

Cela couvait depuis plusieurs mois, depuis l'arrêté statuant sur l'homologation au niveau 3 (bac + 2) de leur diplôme en juillet 1989. Cet arrêté, les assistantes sociales n'en veulent pas (1). Elles le trouvent disqualifiant. Elles revendiquent le niveau 2 (bac + 3). Elles l'ont crié en mars 1990, dans la rue. A l'époque, 5 000 d'entre elles étaient descendu le dire au ministre. En avril de la même année, elles avaient recommencé, ainsi que l'année suivante. Mais le ministre avait fait la sourde oreille. Alors, en juin dernier, lors de leurs états généraux, les assistantes sociales ont décidé la grève reconductible sur Paris et la banlieue pour le 16 septembre. Regroupées dans une quarantaine de collectifs et une coordination nationale (2), elles veulent, cette fois-ci, être écoutées.

Le 20 septembre, elles étaient au nombre de 1 500 devant Matignon, le siège du Premier ministre, réclamant des moyens et la reconnaissance de leurs qualifications !

Toujours en grève, les assistantes parisiennes ont lancé un appel à la province pour que soient menées des actions décentralisées le vendredi 27 septembre et que soit élaborée une manifestation nationale pour le 1er octobre.

(1) On compte en France 35 000 assistantes sociales, qui sont employées par une multiplicité d'employeurs : administrations, municipalités, entreprises...

(2) Coordination nationale des assistantes sociales, tél. : 73.92.85.94. Sur Ile-de-France, on joint le Collectif des assistantes sociales (CASIF) en téléphonant au 43.44.93.33.



Dessin inédit offert aux assistants de service social en lutte

EDUCATEURS

Les élèves et les formateurs de l'Ecole d'éducateurs spécialisés d'Evry (Essonne) sont en grève, avec occupation des locaux, depuis le 16 septembre. Ils protestent contre la fermeture de leur établissement. En effet, le ministère vient de retirer l'agrément à l'association gestionnaire. Sur le fond, le conflit oppose les animateurs de l'école et la direction de l'Action sociale à propos de l'accueil dans cet établissement de non bacheliers ; ce qui est contraire, selon les tutelles, à la réforme des études de la profession d'éducateur.

Une manifestation était organisée le lundi 23 septembre devant le ministère de la Santé à Paris. Manifestation qui était soutenue par les syndicats CGT et CRC.

Pour contacter l'école d'Evry, téléphonez au 60.79.39.62.

MATERNELLE

Comme chaque année, la rentrée scolaire n'est pas exempte de conflits par manque de profs, d'instits ou de surcharge dans les classes. C'est ce dernier problème qui motive depuis, maintenant, deux semaines les parents et les enseignants de l'école maternelle du 36-38, rue Piat à Paris, dans le 20^e arrondissement.

Ils refusent l'inscription de plus de 25 élèves par classe. Pour se faire entendre, les parents font l'école avec les instits et des classes sauvages sont organisées dehors.

Ecole maternelle, 36-38, rue Piat, 75020 Paris. Tél. : 43.66.95.21.

Communiqué de l'Union locale FA de Lyon

L'Union locale de la FA et l'UD-CNT organisent la projection du film de Richard Prost, **Un autre futur**, du 9 au 29 octobre, au cinéma Saint-Polycarpe, impasse Saint-Polycarpe (M^o Hôtel-de-ville), 69001 Lyon.

Entrées : 36 F et 28 F (tarif réduit).

Possibilité de projection pour les groupes (se renseigner).

Une table de presse sera tenue lors de chaque projection.

Une projection-débat d'**Un autre futur**, avec le réalisateur, Richard Prost, et des militants de la FA et de la CNT, se déroulera, par ailleurs, au cinéma Opéra, rue Joseph-Serlin (M^o Hôtel-de-Ville), le 7 octobre à 20 h.

En complément au film, une exposition sur l'autogestion en Espagne, entre 1936 et 1939, se tiendra du 7 au 26 octobre à la librairie la Plume Noire, 15 rue Rivet, 69001 Lyon. Tél. : 72.00.94.10.

« Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste »

Emission

« Chroniques rebelles » sur Radio-Libertaire samedi 28 septembre, de 11 h 30 à 12 h 30, invitée Marianne Enckell présente **Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste**, livre paru aux Editions ouvrières, dans la collection La Part des hommes.

Forum

Forum avec Marianne Enckell, en après-midi, à partir de 16 h 30, à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



Peinture murale à Barcelone, 1985. Photo Thierry Maricourt - éditions de Quat'Sous (Amiens).

Echos de presse

Un événement chasse l'autre. Les Serbes ont remplacé les Russes. Et quand le scoop fait défaut, les « journaliers » redécouvrent le quotidien : chômage, fausses factures et petites phrases assassines.

Morceaux piqués !

Fausse facture, d'abord. Dans *le Monde* du 17 septembre, Laurent Greilsamer revient sur le suicide du maire socialiste de Saint-Sébastien-sur-Loire, Yves Laurent. Il le cite : « Les R 25 et les palais, ça commence à suffire. Une cure d'opposition nous ferait du bien », aurait-il déclaré quelques heures avant sa mort. Message d'outre-tombe ?

Dans le même quotidien, en page 34, on retrouve Lionel Jospin en verve : « On peut ne peut pas discuter des problèmes agricoles sous les jets de purin » et plus loin : « C'est aussi le Parti socialiste qui a fait M. Mitterrand. » Evitons les rapprochements... saluons, modestement, le sens de la formule de notre « cher » ministre de l'Education... agricole !

Budget. Le projet de loi de Finances 1992 inspire les commentateurs. Laurent Mauduit dans *Libération* du 19 septembre y lit une bonne nouvelle : « ... Au moins, l'an prochain, il n'y aura pas d'impôt nouveau. » Ah, enfin un scoop ! Dans *le Monde* du 20 septembre, Alain Vernholes a, lui, l'âme plutôt vagabonde, en écrivant : « C'est un peu la tristesse de l'époque, qui plane sur le budget 1992. » Ah, bon !

Si la guerre en Yougoslavie (ou ce qu'il en reste !) demeure la préoccupation majeure de la semaine, les Russes ne sont pas pour autant complètement oubliés. Ainsi, dans *le Figaro* du jeudi 19, on s'inquiète de l'état de santé de Boris Eltsine, souffrant d'une « défaillance cardiaque ». Décidément, à l'Est, ils somatisent. Gorby, Raïssa, son épouse, Eltsine... l'après-communisme les rend malades ! Heureusement, grâce à Jean-Marie Cavada (FR3, « La Marche du siècle » du 18 septembre), nous avons pu connaître le remède. A sa question : « De quelle aide avez-vous besoin ? », Boris Pinsker, économiste, a répondu : « Nous avons besoin de sérénité » (sic). Comme quoi tout peu s'arranger avec un peu de calme ! D'ailleurs, les Russes n'auront pas à s'angoïsser trop longtemps, puisque Michel Butel, dans *l'Autre Journal* de septembre, affirme : « Il ne se passera pas vingt ans que les Etats-Unis n'aient explosé comme l'empire soviétique aujourd'hui. » Vingt ans, ce n'est rien ! Et après... tous pareils ? Le monde entier sera transformé en des champs de batailles ethniques : la guerre des tribus !

Heureusement, l'actualité mondaine est rassurante. Dans *le Monde de l'Education* de septembre, Jean-Laurent Poli écrit : « L'enfant terrible de Mai 68 vient d'être nommé chargé de mission au cabinet du ministre Lionel Jospin. » Il s'agit d'Alain Geismar, ce « fils du peuple ». Comme quoi, il ne faut pas toujours désespérer des maos !

Enfin, dans la série les « petites phrases assassines », le pompon bleu-blanc et rouge revient, cette semaine, au trio Lesourne-Charasse-Giscard. le premier pour avoir publié un article de Le Pen dans son quotidien (*le Monde* du 18 septembre), le second pour les soi-disant faux chômeurs (« S'il y avait 2,7 millions qui soient de vrais chômeurs, ce serait la révolution sociale, l'Inde en modèle réduit »), le troisième pour son sinistre commentaire d'un sondage du *Figaro Magazine* (21 septembre) sur l'immigration : « Le type de problème auquel nous aurons à faire face se déplace de celui de l'immigration vers celui de l'invasion (...). On naît français si on naît d'un père ou d'une mère française. » Sûr, l'invasion gagne : une « entrée soudaine et massive » de la connerie !

A.D.

Croatie : guerre de conquête

(suite de la « une »)

UN : Alors, l'armée croate est composée de volontaires ?

X : Oui, à 95%. Les volontaires reçoivent un salaire plus élevé que celui d'un ouvrier moyen. Cependant, je ne pense pas que le gouvernement croate puisse décréter une mobilisation générale de toutes les classes, car il n'a pas suffisamment d'armes pour tout ce monde.

UN : Que ferais-tu en cas de guerre à Zagreb ?

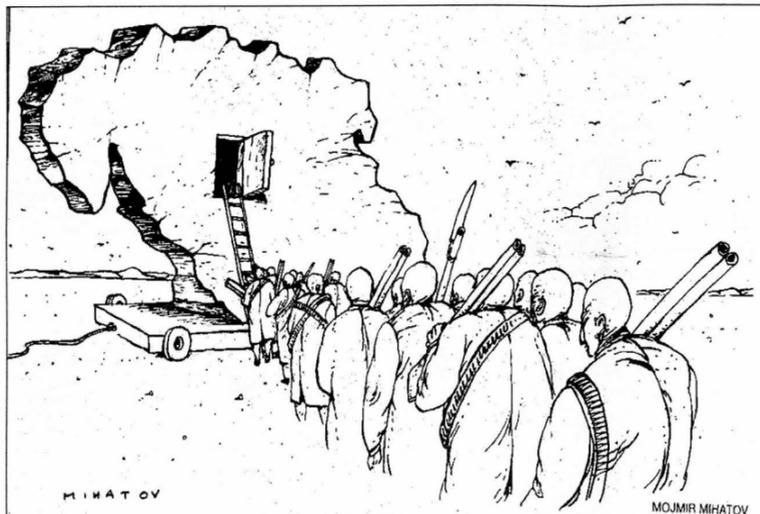
X : Je suis resté ici pour des raisons morales. Je ne me vois pas abandonnant ma famille, mes amis et les lieux de mon adolescence sans rien faire pour les défendre.

UN : Alors comment penses-tu les défendre ?

X : La dernière chose que je voudrais faire serait d'intégrer un corps d'armée d'Etat et de type hiérarchique, où je ne pourrais décider de rien. Avec quelques amis, nous discutons des possibilités de créer une sorte de « brigade pour la défense sociale », qui pourrait être une forme de groupe armé autonome qui soit cependant reconnu par le gouvernement. Dans ce sens, nous nous penchons sur l'expérience des milices anarchistes pendant la guerre d'Espagne, sur leur mode d'organisation et de décisions. Je ne sais s'il sera nécessaire de s'armer, et si nous réussirons dans cette tentative autogestionnaire.

UN : Quelles alternatives existent pour ceux qui restent à Zagreb ?

X : Nombre de mes amis participent aux manifestations contre la guerre, y compris aux religieuses. A ce propos, l'Eglise catholique a fourni un soutien idéologique et organisationnel très important au Parti nationaliste de Franjo Tudjman. Mais aujourd'hui son orientation est moins explicite. Certains sont partis, découragés par le manque d'initiatives efficaces.



Le cheval de Troie yougoslave. Dessin de Mojmir Mihatov extrait du quotidien zagrebais « Vjesnik »

D'autre part, le monde, autour de nous, est devenu différent et très triste. Il n'est pas naturel d'attendre chaque jour que les bombes tombent du ciel. Il se crée comme une maladie psychique collective.

UN : Quelles en sont les conséquences ?

X : Dans l'avenir, l'ambiance, ici, sera

« L'agression est gérée directement par l'armée fédérale, qui tire la première et n'a aucune intention de s'arrêter. »

très lourde. Les Serbes, par exemple, qui constituent à Zagreb plus du dixième de la population paieront pour les souffrances de la population croate. Même ceux qui ne sont pas nationalistes, même ceux qui n'ont eu aucune responsabilité dans cette guerre en subiront les conséquences.

UN : La situation ressemble-t-elle à celle que la Slovénie a connu en juin ?

X : Non, il y a une différence certaine. Ici, c'est pire. L'agression est gérée directement par l'armée fédérale, qui tire la première et n'a aucune intention de s'arrêter. Même les accords de cessez-le-feu sont restés lettre morte.

UN : Mais le nationalisme croate n'a-t-il pas aussi sa part de responsabilités ?

X : Certainement, au début, il y a eu des déclarations agressives et des décisions administratives regrettables envers la minorité serbe. Des Serbes ont été licenciés des emplois publics ; le nouveau drapeau évoque le spectre des oustachis ; et certains changements de nom de rues et de places ont été fortement contestés.

Nous aussi avons protesté, lorsque l'on a retiré le nom de place des Victimes-du-Fascisme à un des lieux les plus importants de la cité. Ce nationalisme, cependant, n'a pas attaqué avec les armes. Cette différence n'est pas négligeable. La position croate, aujourd'hui, est nettement sur la défensive.

UN : Que penses-tu du gouvernement serbe ?

X : Slobodan Milosevic, avec l'appui remarquable de divers intellectuels, a élaboré un plan d'expansion territoriale pour créer la « grande Serbie ». C'est un projet qui se réalise par étapes. La première a commencé dès 1980 avec l'occupation militaire du Kosovo. La contestation albanaise a été réprimée et, cependant, les autres républiques et les forces internationales sont restées pratiquement silencieuses. Puis, ce fut la Voïvodine,

« Aujourd'hui, des réservistes serbes viennent en nombre remplacer les jeunes conscrits, qui [...] ont réussi à s'enfuir. »

l'autre région autonome de Serbie, suivie par le Montenegro, qui est devenue une république satellite de la Serbie.

En juin, ce devait être le tour de la Slovénie, mais elle y a en partie échappé, et aujourd'hui c'est la Croatie, à laquelle est réservée le traitement de « faveur ». La Serbie a attaqué un territoire à la fois, pour le soumettre, et trop peu de gens ont compris la stratégie de cet expansionnisme.

UN : Mais les compagnons libertaires de Zagreb, dont nous parlions à l'instant, ont-ils les idées claires à ce propos ?

X : Non, jusqu'à l'année dernière. Notre mouvance était, en effet, comme une secte. Toujours attentive au péril du nationalisme croate, mais beaucoup plus tendre avec le nationalisme serbe, qui semblait moins dangereux. Ce fut notre erreur, et elle nous a empêché de comprendre la réalité.

UN : Ces jours-ci, à Zagreb, y a-t-il des manifestations contre la guerre ?

X : Il y a des initiatives diverses, dont celles des femmes : les mères de soldats, qui protestent contre les généraux [NdIT : demandant surtout la libération des soldats

ayant effectué la durée du service], et un groupe qui a mis sur pied un « téléphone contre la guerre ». Ce sont des initiatives positives, mais leur utilité est surtout dans le fait qu'elles nous permettent, à nous antimilitaristes, de nous voir et de discuter. Elles ne peuvent pas arrêter la guerre. Elles permettent, cependant, de maintenir en vie une mouvance alternative.

UN : Il y a deux mois a eu lieu une manifestation avec des drapeaux rouge et noir. Sais-tu quelque chose à ce sujet ?

X : Oui, quelques dizaines de punks, de 17-18 ans sont allés devant le parlement croate, manifester contre la guerre. Plus tard, un policier leur a dit de partir, et ils s'en sont allés. Il s'agit de jeunes qui, en majorité, savent peu de choses de l'anarchisme comme mouvement historique, qui a une importance théorique et culturelle et une grande expérience de luttes autogérées. Ils ont repris les symboles du groupe anglais Crass, de ses disques et de quelques fanzines. Ils sont en contact avec des punks d'Europe, et voudraient donner vie à un centre social et à un mouvement de squatters.

UN : As-tu connaissance de tentatives pour faire désertier les soldats fédéraux ?

X : Il est impossible de les approcher. Les déserteurs vivent dans la clandestinité, et ils ont peur : hier, on a découvert le corps de l'un d'eux, qui avait accordé une interview à la télévision. Il est fort probable qu'il ait été assassiné par le contre-espionnage militaire en raison de ses déclarations faites à visage découvert. Aujourd'hui, des réservistes serbes viennent en nombre remplacer les jeunes conscrits, qui d'une manière ou d'une autre ont réussi à s'enfuir.

Traduit par le groupe libertaire yougoslave, Kamov, de Paris

N.B. : une aide humanitaire (médicaments, denrées non périssables...) serait la bienvenue. En effet, il y a déjà 400 000 réfugiés en Yougoslavie. Contactez le groupe Kamov, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

HISTORIQUE : FEMMES ET REVOLUTION

De l'influence du féminisme

En Allemagne, l'« anarcha-féminisme » n'a guère eu l'occasion de se développer. Nous allons essayer d'expliquer cette situation en nous référant à nos propres expériences.

La gauche et le mouvement des femmes en Allemagne ont toujours eu des relations difficiles. A la fin des années 60, les femmes de l'Union des étudiants socialistes allemands (SDS) ont choqué leurs camarades avec le slogan « Libérez les éminences de gauche de leur queue bourgeoise ! ». A partir de 1971, un mouvement de femmes, plus large, a commencé à se développer autour de la lutte contre le paragraphe 218, qui interdisait l'avortement (même si l'application en était assez libérale).

Il existait alors un intérêt commun aux femmes de toutes les classes d'âge : des femmes de plus de 70-80 ans, qui avaient avorté chez un pseudo-médecin, jusqu'aux jeunes femmes, qui ne voulaient plus être obligées d'aller aux Pays-Bas pour exercer le droit de disposer de leur corps. Beaucoup d'hommes aussi se sont solida-

risés contre ce paragraphe 218 (...) ; évidemment, connaissant aussi la misère des avortements interdits, non-hygiéniques, pratiqués par de pseudo-médecins, les hommes pouvaient évidemment comprendre cette revendication. Plus tard, face à d'autres revendications du mouvement des femmes, les hommes ont réagi différemment...

Beaucoup de femmes ont été portées par cette joyeuse ambiance de « départ vers d'autres horizons ». L'un des auteurs de ces lignes se rappelle des fêtes de femmes de cette époque où elles pouvaient danser et se sentir à l'aise sans être agressées par des mecs. Avec enthousiasme, la femme a découvert qu'elle avait, indépendamment des hommes, des droits et des devoirs, et aussi la possibilité de s'amuser ; ce qui est important.

Au sein de la gauche, c'était la parole de la « ligne du Parti », des groupes marxistes-léninistes, maoïstes ou stalinien. Les anarchistes, surtout en province, menaient une vie de militants isolés. Les groupes de gauche, confrontés aux revendications des femmes, ont réagi d'une manière dogmatique et perplexe : « La question des femmes est une contradiction secondaire ; camarade, tu dois comprendre, après la révolution, elle va se dissoudre par elle-même pour le bien de tout le monde ».

La femme, dans ces groupes à dominante masculine, a essayé de devenir un « bon communiste » (même linguistiquement, elle n'existait pas !)

Les féministes ne s'y retrouvaient pas. Le mouvement des femmes poursuivait son propre chemin et n'en devenait pas moins dogmatique : élaboration de règlements concernant les vêtements (salopette violette et cheveux courts, colorés au henné). Celles qui ne s'y conformaient pas, qui portaient des vêtements à la mode, devenaient suspectes, devenaient des « pétasses qui suivaient le diktat des hommes », ou étaient considérées comme femmes qui n'avaient pas encore atteint le niveau (vive la ligne du Parti !).

Le repli

Le mouvement des femmes se repliait donc de plus en plus sur lui-même : l'objectif était de ne travailler qu'entre femmes. Avec cette vision du monde, les hommes n'existaient plus (...).

La seule forme de relation préconisée était « femme plus femme ». Des femmes ayant « atteint le niveau » obtenaient ou réclamaient le statut de porte-parole. Pour les femmes ayant des relations avec des hommes, il ne restait qu'un statut secondaire de moindre prestige. A cette époque,

des mères de garçons pré-pubères ne supportaient même plus les enfants masculins : « les jeunes baiseurs dehors ! »...

Le mouvement des femmes avait développé une sub-culture et s'y sentait bien. Les femmes de la « sub » réclamaient pour elles seules la conscience féministe. Quelques initiatives comme la revue féministe Emma ont pu toucher un plus grand nombre de femmes. Mais son influence, en dehors de cette sub-culture, diminuait rapidement.

A la fin des années 70 et au début des années 80, des tendances mystiques se sont manifestées dans le mouvement des femmes : des rituels magiques et la « croyance dans les sorcières » côtoyaient l'écologie, un mode de vie naturelle et la « nouvelle expérience de grossesse » (...).

Au même moment, des thèmes féministes se sont introduits dans les médias et même dans la politique bourgeoise (plus ou moins hésitants, timides et plus ou moins édulcorés).

Cependant, de cette façon, une prise de conscience commençait à se développer dans la société entière. Mais le mouvement des femmes ne s'y investissait plus guère, même si, au début, il avait été le moteur de ce développement.

Quant au mouvement anarchiste allemand, son développement, dans les années 80, a été trop influencé par le mouvement des autonomes.

Féminisme autonome

Comme les autonomes en Allemagne de l'Ouest étaient une forme de la sub-culture des jeunes, et comme les luttes, les thèmes et les objectifs des autonomes étaient en corrélation avec ceux du mouvement anarchiste, ce dernier avait des difficultés pour garder et trouver son indépendance. Le mouvement anarchiste devenait ainsi, plus que jamais, une partie du ghetto gauchiste au sein de la sub-culture des jeunes.

Par exemple, les anarchistes ont même repris des aspects de la sub-culture autonome : vêtements ou langage. Au cours des années, le mouvement anarchiste et la scène autonome se sont en partie mêlés parce qu'au centre des conflits sociaux, les autonomes avaient créé des structures qui étaient intéressantes pour les anarchistes (mouvements anti-nucléaire et écologique, entreprises et habitats alternatifs...).

Lors de discussions de fond, les structures autonomes ont souvent exclu ou

« 500 ANS DE RESISTANCE INDIGENE ET POPULAIRE »

Appel pour une redécouverte des peuples des Amériques d'hier et d'aujourd'hui

Nous publions ci-dessous l'appel du Collectif Guatemala, signé par la Fédération anarchiste dans le cadre de la campagne 500 ans de résistance indigène et populaire (cf. ML n° 836).

ACCOSTANT le continent américain le 12 octobre 1492, Christophe Colomb, héros de nos manuels scolaires, découvrait la nouvelle route des Indes.

Erreur sans nul doute due à l'ignorance de son époque où les Européens, convaincus d'être le centre de l'univers, dressaient des mappemondes sur lesquelles l'Europe était le territoire le plus étendu de la planète.

L'ancien monde découvrait ainsi un prétendu nouveau monde, un monde sans histoire et sans hommes. « L'indigène n'est pas un être humain ». Un tel jugement autorisa toutes les exactions : massacres, mise en esclavage, destruction des communautés et répression culturelle et religieuse.

Aussi peut-on s'interroger sur la « Rencontre entre deux mondes » que commémorent aujourd'hui les gouvernements européens, japonais, nord et sud-américains. Cette grande fête prend les allures :

- de célébration de l'invasion de l'Amérique par l'Espagne, celle-ci profitant de l'occasion pour redorer son blason en vantant sa qualité de puissance pionnière de l'Occident ;
- de célébration de l'arrivée des conquérants comme le début de l'histoire américaine et l'avènement du progrès et du développement.

S'agit-il de commémorer 500 ans de domination, d'exploitation, de discrimination, de répression et d'aliénation culturelle ?

S'agit-il de commémorer 500 ans de douleur, d'humiliation, de mort, d'acculturation et de conversions forcées, de falsification de l'Histoire, de mise en réserves, de marginalisation comme le rappellent dans une déclaration solennelle les représentants de 72 organisations de 21 pays américains lors du lancement de la campagne 500 ans de résistance indigène et populaire. Cette campagne, décidée en octobre 1989, propose une alternative : que 1992 soit pour les populations indiennes des Amériques un moment historique pour faire connaître et reconnaître leurs droits légitimes niés au cours de cinq siècles.

500 ans de résistance indigène et populaire signifie pour les peuples des Amériques :

- le respect des droits de l'homme et le rétablissement de la primauté de la société civile dans les Etats encore pour la plupart militarisés ;
- la défense des valeurs matérielles et culturelles des peuples indigènes d'Amérique : le respect de la terre, la préservation du milieu écologique, le respect des centres cérémoniaux et des sites archéologiques qui sont la richesse de ces cultures, mais aussi le recouvrement de leur histoire, de leurs valeurs communautaires, l'unité entre les ethnies et les peuples ;
- la lutte commune des secteurs sociaux et populaires contre une dette extérieure qui les appauvrit ;
- l'accès à la propriété de la terre pour les indigènes et les non-indigènes ;
- l'obtention de meilleurs salaires pour tous.



Contre l'oubli, pour les droits de l'homme : redécouvrir l'Amérique !

A l'heure où l'on assiste en Europe à la montée des intolérances, 1992 doit être le point de départ :

- d'une redécouverte de la richesse des civilisations amérindiennes, de leur patrimoine culturel ;
- d'une solidarité avec les déshérités, les opprimés et les sans-voix des Amériques ;
- d'un processus d'échanges entre les peuples européens et américains fondés sur le respect mutuel dans la paix et la coopération.

Pour cela, les signataires du présent appel, solidaires avec les peuples américains, dénoncent la glorification de la découverte des Amériques et s'engagent

à impulser et participer à la campagne de sensibilisation de l'opinion publique internationale et de solidarité avec les peuples des Amériques dans le cadre de la campagne 500 ans de résistance indigène et populaire ; soutenir les initiatives des peuples des Amériques pour la réappropriation de leurs terres confisquées, la préservation du patrimoine écologique, les décisions sur leur propre mode de développement ; exiger la reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples américains ; organiser conjointement un programme de manifestations culturelles, sociales et politiques dans le cadre ainsi défini, et permettant aux peuples indigènes des

Amériques d'avoir toute faculté de s'exprimer eux-mêmes sur leur destinée et celle du monde.

Ainsi, il est grand temps d'annoncer à la face du monde que les populations indiennes des Amériques n'ont pas disparu comme les dinosaures et qu'elles ne vivent pas dans les décors de western. Aujourd'hui, les Indiens des Amériques sont toujours vivants et n'ont pas envie de disparaître. Mieux, ils luttent et aspirent à ce que soit reconnu et respecté leur droit à la vie et non à la survie.

Soyons complices de cette aspiration fondamentale !

Leur avenir et notre avenir en dépendent !

Cet appel, que nous appelons à signer, constituera pour le Collectif Guatemala sa base de travail pour l'année 1992. Nous espérons par conséquent qu'une grande publicité lui sera faite ; qu'un grand nombre de signatures individuelles, collectives, associatives, de personnalités seront récoltées, et enfin qu'il sera porteur d'initiatives multiples prises dans toute la France, dans le cadre d'une organisation décentralisée (tournées en France, exposition, débats...)

Collectif Guatemala

N.B. : Collectif Guatemala, 17, rue de l'Avre, 75015 Paris.

Sur Radio-Libertaire (89.4), de 18 h à 20 h, écoutez, un dimanche sur deux, l'émission « Tribuna latino-americana »

AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE

sur le mouvement anarchiste

marginalisés les prises de position libertaire ; des initiatives anarchistes provoquaient des sourires, étaient freinées ou, dans le pire des cas, cassées.

De plus, les structures autonomes ont, en partie, essayé de récupérer l'anarchisme et ses organisations. Ainsi, à Hambourg, des autonomes ont appelé à une réunion de soutien aux prisonniers de la Fraction armée rouge (RAF), qui avaient entamé une grève de la faim. Lors de la réunion, tous les présents ont été invités à refonder le Parti communiste. L'importance de l'anarchisme dans ce pays diminuait au moment même où l'on voyait de plus en plus de « A » cerclés sur les murs. Le mouvement anarchiste, qui ne s'était jamais remis des conséquences du fascisme, se trouvait encore une fois neutralisé.

Pour en revenir à l'influence anarchiste-féministe, il faut ajouter que ces structures autonomes sont composées majoritairement par des hommes (comme toute l'extrême gauche en Allemagne de l'Ouest depuis les années 70). Évidemment, cette majorité a aussi déterminé les formes de discussions. Comme les structures autonomes sont fortement localisées, on y trouvait d'une région à l'autre un machisme plus ou moins développé. S'il est vrai que la libération de la femme faisait partie de

l'idéologie autonome, elle n'a été prise en considération par ces structures à dominante masculine qu'à partir de l'été 1987, quand les femmes l'ont demandé. Les cas de violences sexuelles (jusqu'au viol) n'étaient alors plus tabous (à condition que la victime soit une femme), ils étaient même publiquement dénoncés. Il s'agit, ici, de la violence sexuelle au sein des structures autonomes. La « contradiction entre les sexes » devenait de plus en plus un sujet de discussion. Le machisme des hommes autonomes fut critiqué, et il fut demandé de respecter certaines normes concrètes de comportement dans les relations et dans les discussions.

Les autonomes ont adopté la pratique féministe et l'ont radicalisée : la définition féministe voyait le patriarcat comme somme de tous les pouvoirs de l'homme sur la femme - et cette définition a été simplifiée en « le patriarcat, ce sont les hommes » - comme cela, il devient plus facile d'attaquer activement le patriarcat.

La somme de tous les pouvoirs

D'après les autonomes, l'objectif des femmes dans la situation actuelle ne pourrait être que d'élargir le « contre-pouvoir » contre toutes les oppressions masculines.

Ceci devrait se faire dans des zones sans hommes. Par principe, les hommes ne seraient pas capables de pratiquer de leur propre initiative une résistance contre le patriarcat. C'est pourquoi, ils ne pourraient soutenir la lutte internationale des femmes et lesbiennes qu'en s'opposant à toute forme de machisme et en le dénonçant. On définit l'homme comme acteur coupable, la femme comme victime dans des structures mixtes.

Un groupe autonome, par exemple, a constaté qu'il valait mieux laisser les femmes casser la gueule d'un violeur parce que « seules les femmes peuvent changer le rapport de force avec les mecs ». Ici, on voit que pas mal d'autonomes ne veulent pas abolir toute forme de pouvoir mais qu'ils envisagent de les retourner (« contre-pouvoir révolutionnaire »). Cela veut dire qu'on légitime l'action des femmes contre les violeurs, mais que l'homme fait toujours la même chose quand la violence se tourne contre des femmes, à savoir : rien ! Finalement, cette attitude est une désolidarisation des hommes envers les femmes.

Récemment, un tract autonome a constaté : « une critique du mouvement des femmes n'est pas souhaitable parce que les discussions internes n'ont pas encore atteint un niveau qui pourrait résister à une critique publique. »

Après des années de discussions, c'est assez faible et cela n'explique pas grand chose. La forme et les sujets de discussions se sont détachés du reste et sont devenus rigides et fermés. La lutte contre le patriarcat ne veut plus dire une amélioration continue de la relation entre les femmes et les hommes mais l'exigence et la réalisation de l'objectif final ici et maintenant. Qui n'en tient pas compte se disqualifie lui-même ; la démarche suppose que tout le monde soit à 100% d'accord et elle devient comme cela un instrument de pouvoir.

Comment la femme arrive-t-elle à l'anarchie ?

Les rédacteurs/rédactrices d'une revue anarchiste bien connue ont dû en faire l'expérience (...). En 1988, un fait avait été rendu public : trois ans et demi avant, un membre de la rédaction centrale avait essayé d'abuser violemment de sa copine de l'époque. Les autonomes ont alors reproché à la rédaction leur collaboration avec un violeur, même si un certain temps était passé. Après des discussions, la majorité de la rédaction a décidé que cet homme pourrait rester membre du journal : parce que son comportement avait prouvé depuis qu'il ne commettrait plus aujourd'hui un tel acte. Conséquence de cette décision : inti-

midation, terreur psychologique de la part des autonomes, boycott total de la revue et finalement disparition de cette dernière.

Au sein du mouvement anarchiste, les femmes sont nettement sous-représentées et leurs propositions et aspirations n'ont qu'une influence limitée. Les raisons de cette situation se trouvent dans le schéma de sociabilisation des femmes ; un autre élément important est la façon dont les femmes entrent dans les groupes anarchistes. Encore aujourd'hui, c'est souvent par la relation avec un homme, et l'appartenance au groupe cesse souvent avec cette relation. La femme étant subordonnée à l'homme, son travail, ses activités et son influence restent limités - ce qui n'est pas nouveau.

Si la femme se définit à travers l'homme, elle devient anarchiste « à durée limitée » et se soumet dès le début aux limites qualitatives et quantitatives de sa collaboration.

En Allemagne, l'« anarcho-féminisme » ne représente pas une mouvance importante et la situation décrite dans cet article peut certainement l'expliquer. Un développement proprement anarchiste est nécessaire et les auteurs espèrent que la discussion entamée en France va impulser ce développement.

Correspondant(e)s anarchistes allemand(e)s (traduction du groupe Humeurs Noires de la FA de Lille)

Nouvelles du front

BUDGET DE LA DEFENSE

« La Défense va réduire ses engagements industriels en 1992 », titre en « une » la Tribune de l'expansion en date du mercredi 18 septembre 1991. Chars Leclerc, avions Mirage, hélicoptères, missiles, sous-marins vont être soumis à une révision à la baisse de leur production. Confronté à un ralentissement des dépenses d'équipement en francs constants, le ministère de la Défense a arrêté ses priorités. Et va réduire ses engagements industriels au titre du budget de 1992. Voilà une nouvelle qui satisfera bien des pacifistes, que les débordements industrialo-guerriers ont le don d'exaspérer. Matra, Dassault, l'Aérospatiale, la SNECMA et bien d'autres industriels du complexe militaro-industriel vont faire grise mine. Que dire des travailleurs des usines de l'armement et des arsenaux, logés à la même enseigne. CGT en tête, voilà qu'un vent de fronde tourbillonne chez les salariés de l'armement. Est-ce bien raisonnable ? Les anarchistes ne peuvent que se réjouir du frein mis à la course à l'armement, mais n'en considèrent pas moins qu'un travail reste à faire : supprimer l'armée pour supprimer le complexe militaro-industriel, car il est bien évident que l'on ne peut gagner sa vie sur le dos de ceux qui vont la perdre à l'occasion de sanglants conflits.

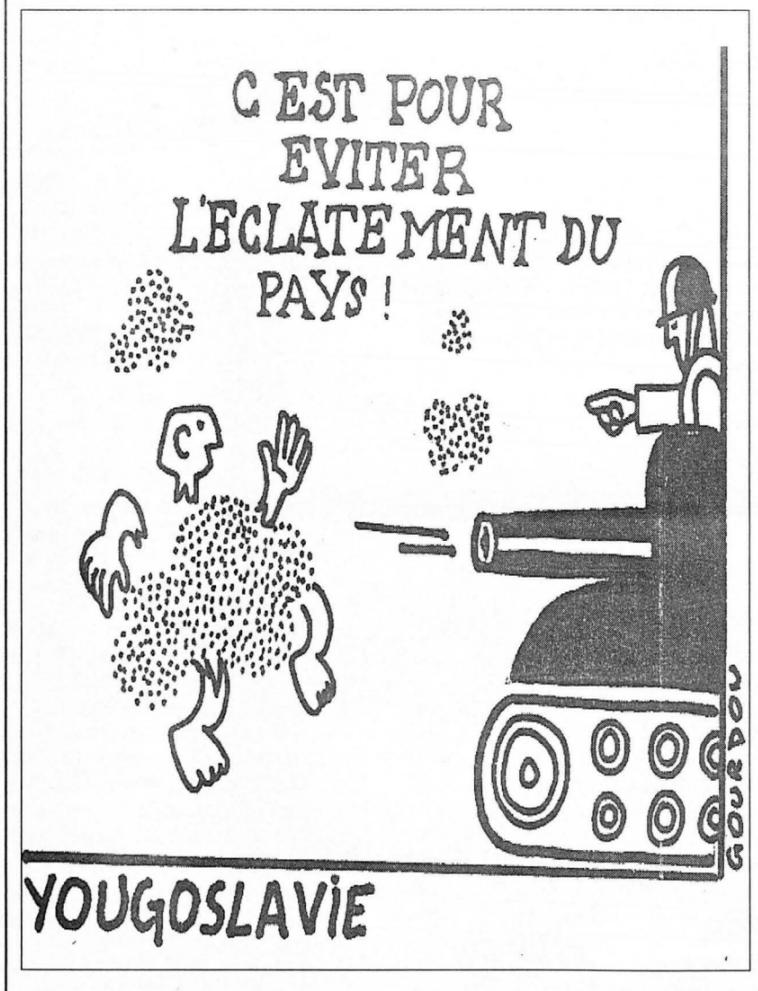
L'ARMEE RECRUTE

Une équipe qui gagne... l'armée ! C'est ce que semble vouloir nous dire le message publicitaire que l'on trouve dans l'Equipe Magazine, en date du 7 septembre. Image clean d'un marsouin réjoui, discours tout à la fois viril et sirupeux, voilà que la Grande Muette fait parler d'elle. Des officiers, elle en veut... Des manieurs d'hommes pour « vivre fort »... Et mourir comment ? Pas de réponse. Lorsque l'on recrute, on édulcore. Pas de sang dans les pubs du SIRPA ; à croire que les guerres ne comptent pas. La guerre du Golfe, c'est bien connu, n'a jamais existé !

Fête de soutien au « Monde libertaire »
samedi 12 octobre, 19 h
salle CNT
(33, rue des Vignoles
[M° Avron], 75020 Paris)
avec
Les Chanteurs livreurs
(style « cabaret électrique »)
Participation aux frais : 30 F
Buffet - Bar

Fête à l'initiative des groupes Louise-Michel, La Villette et Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste.

Le dessin de la semaine



VILLE DE LYON

Opéra prestige pour ambitions nationales

A Lyon, en ce qui concerne les travaux de l'opéra : sa salle souterraine, son dôme de verre, tout le monde peut constater de visu l'ampleur du chantier.

Lorsque Michel Noir n'était encore que candidat au poste, tant couru, de premier magistrat de la ville, il nous avait promis de tout faire pour mener Lyon au rang de métropole européenne. A l'époque, nous ne saisissions pas vraiment ce que cela pouvait apporter à la plèbe lyonnaise, qui de La Duchère à la Croix-Rousse n'en demande pas tant. Il est vrai que, prioritairement, de simples conditions de vie décente lui suffiraient amplement : droit de se loger, de travailler... Bref de vivre et d'être reconnue comme libre et majeure et non, comme aujourd'hui, infantilisée comme un « problème social » que l'on tient à la gorge à coups d'assistantat, que l'on encadre à grands renforts d'éducateurs de rue ou de stages bidons, et que l'on soumet, si besoin est, grâce aux bons soins de la ficaille.

Mais revenons à nos cultures. Cette politique de prestige, si elle n'apporte rien au peuple, elle rapporte, par contre, beaucoup à nos bourgeois. Au maire, tout d'abord (à tout « seigneur » tout honneur) qui, se servant de Lyon comme d'un tremplin, peut ainsi espérer assouvir ses ambitions politiques nationales. Cela rapporte à ses petits copains, ensuite, qui devenant maîtres-d'œuvre des travaux, se mettent dans la poche de colossaux contrats... financés avec nos deniers, bien sûr.

Quant à la vraie culture, cette prestigieuse politique a la fâcheuse tendance de la reléguer au rang de cinquième roue du carrosse. Ainsi, fut décidée la réhabilitation de l'opéra de Lyon. Du sol au plafond tout fut refait, dedans et dehors, s'entend. Une élection passe. Un nouveau maire arrive ; et là où une réhabilitation était nécessaire, c'est du prestigieux qu'il faut. L'opéra n'avait pas eu le temps de réouvrir que les travaux reprenaient. Tel un Ubu roi, le maire Michel fit entièrement démolir l'opéra fraîchement réhabilité et ne garda que les murs. Les sièges, le rideau de scène flambant neuf, les peintures, les tapisseries... tout fut détruit. Chez le maire Michel, on ne récupère pas. On fait du neuf : le nouvel opéra aura son dôme et sa salle souterraine. Alors, on creu-

se - hé oui ! -, mais le sol est si rebelle qu'il faudrait y aller à l'explosif. On ne peut pas, car il importe de sauvegarder les murs. Alors, on creuse mais à la... main. Imaginez donc ces dizaines de « manards », le marteau-piqueur dans les mains, en train de tenter de creuser une roche cristalline parfaitement saine. Imaginez l'ampleur de la tâche ; et vous comprendrez pourquoi depuis de si longs mois on en est toujours à creuser. Mais qu'importe. L'opéra de Lyon aura sa salle souterraine, quelqu'en soit le coût. Et on trouvera l'argent !

Cet argent nécessaire, c'est la quasi totalité du budget de la culture. En conséquence, nous avons pu voir les travaux de réhabilitation de la Maison de la danse s'arrêter net, alors que seuls les bureaux avaient eu le temps d'être refaits (notez par où ont commencé les travaux, et vous saurez ce que les administrateurs de cette charmante maison avaient comme premier souci : la culture, la danse et le public...). La chose ne s'arrêta pas là puisque l'opéra nécessita de plus en plus d'argent, alors la mairie prit la décision de fermer définitivement la Maison de la danse, qui sera transformée - à coup sûr - en immeuble de bureaux. Quant à la danse, elle sera transférée autoritairement au Théâtre du 8^e arrondissement, destiné jusqu'alors au théâtre de qualité (un des rares).

Faste et restrictions

En somme, les Lyonnais, qui venaient déjà d'apprendre, avec plaisir, qu'ils devraient aller se faire voir à Eurexpo (distant de 20 kilomètres) pour écouter du rock au futur Zénith, vont connaître l'immense joie d'avoir moitié moins de danse et moitié moins de bon théâtre qu'à l'ordinaire.

Le Théâtre des Célestins devait, quant à lui, impérativement être refait en 1992-1993, avant que les dégâts ne soient trop importants. Sa réhabilitation est reportée aux calendes grecques, ce qui le condamne. On peut s'en réjouir au vu de sa programmation « boulevard, boulevard et encore boulevard », mais architecturalement, c'est un très beau théâtre avec, notons-le au passage, une machinerie à l'ancienne (une des dernières d'Europe).

Le budget de la culture ne va décidément

pas à la culture. Entre cultiver son prestige, ses ambitions personnelles, le portefeuille de ses amis et cultiver la culture pour tous, le maire de Lyon a fait son choix, le même que celui de tous ses petits camarades du PC au FN.

Paul B.
 (groupe Kronstadt de Lyon)

N.B. : groupe Kronstadt, librairie la Plume Noire, 15, rue Rivet, 69001 Lyon.

FRIC ET POLITICIENS

L'opéra du maire Michu

Nous pouvons relever la percée spectaculaire de l'Entreprise industrielle (EI) sur le terrain des marchés publics lyonnais (les travaux de l'opéra, par exemple) depuis que le maire Michel s'est installé place des Terreaux, alors que sous Francisque Collomb, l'entreprise Pitance avait, dirons-nous, droit à toutes les faveurs et à tous les marchés.

Ce changement de chou chou municipal n'est évidemment pas dû au changement de maire, et il serait diffamatoire de dire que l'EI est acoquinée au RPR, sous prétexte qu'elle obtient tout à coup les gros contrats publics lyonnais de la même façon qu'elle les avait déjà à Paris, grâce à Chirac. Ce serait diffamatoire, non ? De plus, pourquoi le RPR aiderait-il plus l'EL que Pitance (et l'UDF l'inverse), aucune raison n'existe. Et ce n'est pas la vieille légende du financement occulte des partis politiques, d'ailleurs amnistié par ces mêmes partis, qui nous fera écrire le contraire dans ce respectable journal.

Nous refusons de croire ces bruits infamants, parvenus jusqu'à nous, qui suggéreraient que certaines entreprises donneraient des cotisations exceptionnelles au CNPF afin que celui-ci, après s'être sucré au passage, les reverse à tel ou tel parti. Bien qu'il soit légal qu'une entreprise puisse verser des cotisations à un syndicat professionnel (les entreprises, dès qu'elles obtiennent une certaine envergure, sont très fortement invitées, par leurs clients et leurs fournisseurs, à adhérer au CNPF) et qu'il soit aussi légal qu'un syndicat aide financièrement le développement d'un parti politique de son choix, nous refusons de croire que cela puisse servir de contre-partie à l'obtention des chantiers publics, jusqu'à verser des pots-de-vin... Cela va de soi, vous l'aurez compris !

P.B.
 (groupe Kronstadt de Lyon)

Associations

« COURANT ALTERNATIF »

« Une association à Lyon pour la promotion de l'écologie... A la différence d'autres courants politiques, nul n'est besoin d'avoir le pouvoir pour commencer à développer aujourd'hui l'écologie. L'association "Courant Alternatif", à travers ses activités, espère contribuer à faire naître des initiatives pratiques autour des thèmes qui nous sont chers. »

Au delà des mots, l'association, depuis 1982, a développé, au niveau du département du Rhône, la distribution du papier recyclé à travers de nombreuses autres associations, collectivités, syndicats et particuliers. Parallèlement, au niveau national, a été créée une gamme de matériel de soutien au mouvement écologiste : badges, autocollants, posters. A été aussi instaurée une collecte régulière de vieux

papiers sur le quartier de la Croix-Rousse.

Les utilisateurs de la Maison de l'écologie bénéficient en plus d'une librairie, qui est complétée par un fonds documentaire. En complément, l'association organise des soirées à thèmes.

Au niveau des actions ponctuelles, elles sont diverses et variées en fonction des motivations des adhérents. Il peut s'agir de manifestations, de soirées, de la participation à des salons... L'action permet de développer des sujets en fournissant un cadre légal, un local, un financement, des outils de communication (ordinateurs, téléphones, photocopieuse)...

Pour se renseigner sur « Courant Alternatif », sur l'adhésion en son sein (35 F par an et 100 F en guise de soutien), écrivez à « Courant Alternatif », la Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon.

NOTES DE LECTURE

« Le Déserteur » de Maurienne, éd. Manya

Décidément, les éditions Manya sont vraiment une excellente maison, ce qui se fait rare à notre époque. Après le livre de Maurice Rajsfus sur Drancy, celui de Xavier Gautier sur Louise Michel, ou bien encore le roman de Jan Guillon, *La Fabrique de violence*, elles commettent dans cette après-guerre du Golfe, un choix loin d'être innocent : la réédition du *Déserteur* de Maurienne (1), dont l'objet est l'insoumission à la guerre d'Algérie.

Censure préfectorale

1960 : la guerre d'Algérie fait rage ; l'armée française - ses paras en tête - torture dans les bleds et les djebels. L'affaire Audin le révèle au grand public (2). Cette année-là est marquée par la parution de deux livres : *Le Refus* de Maurice Maschino aux éditions Maspéro (aujourd'hui malheureusement épuisé, avis aux éditeurs !) et *Le Déserteur* de Maurienne aux éditions de Minuit. Immédiatement, la préfecture interdit, puis saisit ce dernier ouvrage. Il sera quand même diffusé sous le manteau par un mouvement étudiant prenant enfin conscience des réalités. Le responsable des éditions de Minuit, Jérôme Lindon et l'auteur du Roman Jean-Louis Hurts sont poursuivis et condamnés pour « provocation de militaires à la désobéissance » (ils ne pouvaient l'être

pour « désertion », car l'Algérie faisant partie de la France, cette dernière ne pouvait donc se faire la guerre). Leur condamnation fait scandale dans le monde de l'édition et de la littérature ; Michel Droit prend leur défense dans... *le Figaro* !

Le roman relate l'itinéraire de trois jeunes appelés d'origines politiques totalement différentes : un chrétien progressiste, un communiste critique et le lecteur type du *Canard enchaîné* ! Hurst dans ce texte largement autobiographique montre les détours, les chemins et les évolutions qui l'amènent à refuser cette guerre : « *L'acte premier étant le refus de participer à la guerre, ce qui suit est secondaire* ». *Le Refus* de Maschino et *Le Déserteur* susciteront le Manifeste des 121 : « *Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie* ».

Mais au fait pourquoi ce pseudonyme : Maurienne. Jérôme Lindon l'a expliqué : « *Pendant la Résistance, nous avions Vercors. Alors pour la suivante, j'ai choisi la vallée d'à côté* ».

Sylvain Eischenfeld
(groupe Flores-Magon - Paris 13^e)

(1) Tous les livres cités sont en vente à la librairie du Monde Libéraire ; *Le Déserteur* est au prix de 75 F.

(2) Lire à ce sujet Pierre Vidal-Naquet, *L'Affaire Audin*, éditions de Minuit ; *La torture dans la République*, éditions Maspéro... En vente à la librairie du Monde Libéraire.

LITTÉRATURE

Mémoires du futur ?

On aimerait croire que les descriptions de mondes utopiques contenus dans l'anthologie de Denis Fernandez-Recatala, *Mémoires du futur* (éditions Messidor), inspireront quelques-uns de nos gouvernants, à défaut, dans l'immédiat, de rompre définitivement avec ces personnages, comme nous y incitent presque tous les auteurs retenus. La plupart des utopies présentées dans ce livre ont, en effet, pour point commun de réfuter tout gouvernement et d'élaborer des systèmes au sein desquels les individus sont enfin capables de régir eux-mêmes leur destinée.

D'Isaïe (774 env. - 690 av. J.C.) à H.G. Wells (1866 - 1946), en passant par Aristophane (445 - 380 av. J.C.), Christine de Pizan (1363 ? - 1440 ?), Thomas More (1477 ou 1478 - 1535), François Rabelais (1494 ? - 1553), Tomaso Campanella (1568 - 1639), Restif de la Bretonne (1734 - 1806), D.A.F. de Sade (1740 - 1814), Charles Fourier (1772 - 1837), Etienne Cabet (1788 - 1856), ou encore le libertaire Joseph Dejacque (1822 - 1867) le lecteur découvrira, parmi d'autres auteurs et malgré quelques oublis consécutifs au format de l'ouvrage, la diversité des projets dits utopiques et, parallèlement, leur homogénéité.

Car quelques constantes les parcourent et même lorsqu'ils débouchent sur des embryons de dictature (ce qui fut reproché, par exemple, à l'Icarie de Cabet), ces projets revêtent toujours un caractère libérateur, novateur pour leur époque et, malheureusement, guère dépassé aujourd'hui, alors que toute alternative sociale quelque peu radicale semble par avance rejetée de nombre de nos contemporains.

C'est peut-être ce trait, l'actualité conservée des multiples utopies ébauchées au cours des siècles, qui donne à ce livre le plus grand intérêt et permet de ne pas désespérer de l'avenir.

Thierry Maricourt

Mouna au TLP-Dejazet

« Mouna, c'est l'indignation : Mouna est un indigné. Un révolté. Un qui ne se résigne pas. S'il est clown et loufoque, et "marginal" avec outrance et ostentation, c'est d'abord par goût. »

« Mais Mouna n'a de loufoque que l'apparence. Tu écoutes son déconnage, tu l'aperçois bien vite que ce n'en est pas un. »

« Mouna, c'est la haine de l'armée et de tout ce qui tue, l'horreur de la chasse, de la pêche, de la corrida, des combats de coqs et de tout ce qui fait joujou avec la mort des autres, la dénonciation de la pollution, c'est-à-dire du saccage de la Terre et des êtres vivants pour nos petits confort et nos minables gadgets, la dénonciation des crapuleries politiciardes de l'hypocrisie envers le tiers monde... »

« Mouna, c'est une manif à lui tout seul. »



(extrait de la préface de Cavanna du livre *Gueule ou crève*)

**Le 30 septembre, à 19 h,
nous fêtons,
avec ses amis, les 80 ans de Mouna.**

Prix des places : 60 F (tarif unique).

TLP-Dejazet, 41, boulevard du Temple
(M^o République), 75003 Paris.
Tél. : (1) 42.74.20.50

Ciné sélection Femmes fatales

Etre auteur dans le petit monde du 7^e Art devient de plus en plus, quoi qu'en disent certaines revues, un lieu commun, une banale platitude. Cependant, quelques réels artistes méritent vraiment la majuscule du qualificatif d'Auteurs. Dans le cinéma français contemporain, peu de noms : Jacques Rivette, Jean-Luc Godard en premier lieu, Jean Eustache aussi, mais plus sûrement Philippe Garrel. Dans cette courte distribution du grand « A », l'ordre importe : la nouvelle vague et ses disciples, simple histoire de chronologie et de filiation. Le cas de Philippe Garrel est très révélateur. Depuis vingt-cinq ans qu'il tourne, il nous a offert vingt-deux films : une œuvre difficile et belle. Un monde où l'autobiographie côtoie l'Histoire. La difficulté naît de là : partir de ses propres souvenirs, de son intimité pour arriver à l'universalité. La beauté naît simplement du désir fou qu'a Philippe Garrel de créer à partir du chaos de la réalité.

Avec une maîtrise certaine de l'outil cinématographique, il a su éviter les sirènes de l'argent et du spectacle. Aujourd'hui, avec *J'entends plus la guitare* se pointe dans son œuvre ce que l'on nomme la maturité. Avec un titre peu banal, voire interrogatif pour le spectateur, son dernier film raconte une génération, celle de 68, de ses pièges mais aussi de ses espoirs déçus, de ses promesses non tenues. L'histoire de Gérard, à l'écran : Benoît Régent, excellent, est un regard lucide et moral sur une vie qui bascule peut-être à la quarantaine naissante. Le foisonnement de thèmes comme la drogue, l'argent, la fraternité, les femmes, l'art, engendre pour le spectateur une image des hommes de ce temps-là. Mais il y a surtout l'Amour : unique, réel moteur de la vie. Pour citer une nouvelle fois Jean-Luc Godard, « *l'image juste de ces êtres humains n'est pas juste une image ; elle est le constat d'un passé parfois douloureux* ».

Comme à son habitude, Philippe Garrel n'inclut pas ses personnages dans un contexte social déterminé ; aux spectateurs de reformer le puzzle de l'Histoire. Pour cela, il filme serré, peu ou pas de plan large. Par là-même, il exécute ce que l'on peut appeler le hors-champ fantasmagique. Le spectateur adhère à la narration ou reste à regarder le train qui passe : une autre qualité du film parfois pas facile à admettre.

Beaucoup d'émotion dans ce film, et aussi d'humour ; souvent là où on l'attend le moins.

J'entends plus la guitare représente aujourd'hui ce qu'était dans les années 70 *La Maman et la putain* de Jean Eustache. Un regard sur la vie, sur un mode de vie. Mais c'est aussi un bel hommage à une grande dame : Nico. Morte il y a deux ans, elle était la chanteuse du Velvet Underground, entre autres choses, mais aussi l'une des femmes de l'univers de Philippe Garrel (la plus importante ?).

Vus sous cet angle, le titre et le film lui-même, prennent une autre lumière. La dernière œuvre de Philippe Garrel est donc celle de la maturité, d'un temps passé dominé. Son entrée dans les souvenirs, et les regrets aussi. Regret de ne pas savoir si on a, ou pas été un héros, une héroïne. Regret de s'être laissé avoir par les pièges d'une époque ; les drogues dures en particulier. Un plan du film en dit mille fois plus que n'importe quel spot publicitaire et de la bonne conscience : Gérard sniffant de l'héroïne avec un... billet de banque. Toute la souffrance et l'accoutumance aux drogues dures mais aussi à l'argent...

Avec un regard éthique, Philippe Garrel nous peint l'histoire, son histoire, d'une génération. Cette peinture de mœurs n'est pas sans rappeler lointainement Gustave Flaubert et *L'Education sentimentale*. 1848 - 1968, deux révolutions bourgeoises ?

Salim de « Fondu au Noir »

Mots et Musiques et Radio-Libertaire présentent

Louis Capart

**le lundi 30 septembre, à 20 h 30, au Théâtre Clavel,
3, rue Clavel (M^o Pyrénées), 75019 Paris. Tél. : 42.38.22.58.
Places : 80 F et 60 F.**

HAUSSMANN SUR RADIO-LIBERTAIRE

De la ville à l'urbain

L'émission « L'invité hebdomadaire » du vendredi 27 septembre, animée par Yves Peyraud, réunira, autour de Kevin Nouvel et Christian Ruby, notre ami et fidèle intervenant Thierry Paquot. A l'occasion de l'ouverture de l'exposition consacrée au baron Haussmann, urbaniste du Paris du Second Empire, il vient discuter avec nous de la question urbaine et de la naissance de l'homo urbanus (1).

AVEC ses comparses Jean-Charles Alphand et Eugène Belgrand, auxquels succéderont le préfet Rambuteau et Fulgence Bienvenüe pour porter les mêmes options au seuil du XX^e siècle, Georges-Eugène Haussmann (1809 - 1891) est souvent réduit au nom d'un boulevard, d'un square ou d'une station de métro. Alors qu'ils furent, de concert, les inventeurs de la ville industrielle. Ils bouleversent l'espace et le temps de la vie collective en milieu citadin. Ils dessinent les conditions de possibilité de l'urbanisme moderne. Ils élèvent l'urbanisme - par opposition au bourg hérité du moyen-âge, au carrefour commercial renaissant ou à la cité princière - à la hauteur d'un système d'organisation et de prévision global : mobilisation des propriétaires, montages financiers et boursiers, entreprises spécialisées (démolition, construction, adduction d'eau, parcs et jardins), stratégies et planification (définition d'un centre administratif et laïque, axes cardinaux, cadences

d'immeubles, circulations ferroviaires, halles de ravitaillement) visent dans une perspective d'ensemble à engendrer la ville, à organiser la spatialisation des rapports sociaux industriels. Zola en décrivant ce système, en dénonce les effets ; les Goncourt s'inquiètent, mais Victor Hugo avait donné le ton : « *l'homme a pris possession de l'antique univers décrépi* » (1875). En vérité, Haussmann arrache la ville à la mythologie et aux princes. Celle-ci n'est plus rien d'autre que le lieu même des interventions destinées à régler la « question sociale ».

Produire la ville

Risquons même une hypothèse, que nos discussions invalideront ou confirmeront : le système Haussmann opère la synthèse des travaux qui depuis la Révolution française (Boullée, Ledoux, Verly) sont destinés à produire la ville. Il en achève la réalisation : hiérarchie spatiale (sur la hauteur

des immeubles), cadences militaires, circulations d'état-major, concentration de main-d'œuvre. Ce système, amplifié sous la Troisième République terrorisée par la Commune de Paris descendue des hauteurs de Belleville, ne se dénouera qu'au début du siècle, sous l'impulsion organique de l'Art Nouveau (Lavirotte, Guimard), puis sous l'Esprit Nouveau des Avant-gardes de Tony Garnier et Le Corbusier. Ces derniers inventent, alors, autre chose : l'*urbain* contre la *ville*. Envers et contre les disciplines de la ville, ils posent les linéaments des réseaux arachnéens et des flux migratoires de l'urbain.

Evidemment, on ne va pas du bourg à la ville, et de la ville à l'urbain sans que ne gouvernent quelques mutations sociales et politiques. En discutant du système Haussmann nous nous retrouvons, dès lors, devant l'obligation de penser les mouvements sociaux contemporains, la tertiarisation des activités, à la lumière des dernières transformations urbaines, néo-modernes ou post-modernes. Comment utilisent-ils l'urbain ? A quelles fins ? Quel type de société programment-ils ?

Christian Ruby

(1) Thierry Paquot a publié un ouvrage intitulé *Homo urbanus* aux éditions Le Félin.

RENDEZ-VOUS

AUBAGNE
Un groupe FA vient de se constituer sur Aubagne (Bouches-du-Rhône). Pour le contacter, écrivez au groupe Ascaso-Durruti (11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille), qui transmettra.

AUBENAS
Après la déroute du communisme étatique, peut-on être aujourd'hui anarchiste ? Quelle alternative libertaire au libéralisme ? Le groupe anarchiste d'Aubenas invite les libertaires ardéchois (ou d'ailleurs !) pour en débattre le vendredi 4 octobre, à 20 h 30, salle Marcel-Gimond, château d'Aubenas.
Pour nous contacter, écrivez à : CES, BP 15, 07170 Villeneuve-de-Berg.

CHELLES
Le groupe Sacco et Vanzetti invite tous les sympathisants libertaires de la région parisienne à assister aux conférences-débats prévues à partir de 20 h 30 au local du groupe - 1, bis, rue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare SNCF).
Programme :
- samedi 28 septembre : « Qu'est-ce que l'anarchisme ? » ;
- samedi 9 novembre : « l'antimilitarisme » ;
- samedi 30 novembre : « le fédéralisme libertaire » ;
- samedi 21 décembre : « problèmes des minorités nationales dans les pays de l'Est ».

MONTPELLIER
Une liaison de la Fédération anarchiste existe à Montpellier. Vous pouvez la contacter en écrivant aux Relations Intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris) qui transmettront.

NIMES
Le groupe Henri-Marius communique : « L'émission hebdomadaire "Emergences" qui se déroule sur Radio-Typ (107 FM), le mercredi, à 19 h 30, aura pour thème, le 2 octobre, "les lieux de vie", avec Claude Sigala. »

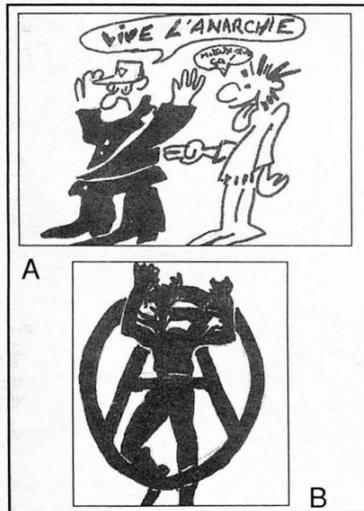
PRIVAS
Une liaison FA est en création à Privas (préfecture de l'Ardèche). Pour la contacter, écrivez à : CES, BP 15, 07170 Villeneuve-de-Berg.

TOULOUSE
On peut rejoindre le groupe FA de Toulouse en s'adressant à l'Athénée Albert-Camus, 39, rue Peyrolières. Permanences le jeudi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 18 h. Par ailleurs, chaque dimanche, le groupe vend le *Monde libertaire*, entre 10 h 30 et midi, au marché aux puces de Saint-Sernin.

VERSAILLES
Le groupe « Commune de Paris » existe sur Versailles. Pour le contacter, écrivez aux Relations Intérieures, qui transmettront.

PARUTIONS

TEE-SHIRTS
Le groupe Ascaso-Durruti de Marseille édite deux tee-shirts : « Vive l'anarchie » de Reiser et « Femmes libres » (voir nos illustrations approximatives A et B). Prix de chaque : 50 F (port compris). Les chèques sont à libeller à l'ordre de Jean-Pierre Louy et à envoyer au groupe Ascaso-Durruti, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille.



Répondre aux défis de l'époque

Nous n'insisterons jamais assez sur le caractère primordial de l'économie. Plus que « nos » politiciens, le véritable pouvoir est détenu par la finance. Face à des thèmes récurrents, mais par trop classiques, que l'on distingue dans le milieu libertaire, ne serait-il pas opportun de formuler plus systématiquement nos conceptions économiques et de développer les aspects de leur viabilité ?

L'EFFONDREMENT du prétendu modèle soviétique conduit les anarchistes à rappeler que dès l'origine de la « révolution » d'octobre 1917 de sérieux doutes avaient été émis dans le milieu libertaire quant à la nature révolutionnaire du régime bolchevik. De sérieux doutes en cris d'alarmes, les anarchistes ont passé le siècle à dénoncer le système étatique soviétique, ce pseudo communisme, ce véritable esclavage instauré au seul bénéfice d'une nouvelle aristocratie : celle des commissaires du peuple. Avec le temps, pourtant, on en était venu à penser que les choses finiraient par être immuables. Du capitalisme d'Etat, travesti en socialisme, il en était un peu le cas. Et puis, il y a eu ce chambardement : l'empire éclaté (dixit Hélène Carrère-d'Encausse).

L'Histoire connaît de grandes périodes de torpeur, et de courtes mais brutales accélérations. Les anarchistes sont, comme d'autres, mis en face d'une réalité qui dépasse les plus folles espérances. Le socialisme libertaire, tant mis à mal durant une bonne partie du XX^e siècle, désormais, peut être envisagé, sérieusement, sans devoir supporter les railleries de nos docteurs es-marxisme. Bientôt, en un monde intellectuel où la bravoure n'est pas la première des qualités, personne n'osera encore se prétendre marxiste ou avouer seulement l'avoir été. De-ci, de-là, dans la presse bourgeoise, ne fusse que par allusion, il est parfois question de Proudhon, de Bakounine, d'autogestion, de « très forte tradition anarcho-révolutionnaire » des syndicats français (dixit M. Peyrelevalde, patron du groupe UAP, dans le *Monde* du 20 septembre). Puisque certains, place du Colonel-Fabien, parlent, pour sauver les meubles, du « socialisme à la française », insidieusement, certains leur indiquent leur caractère « moscoutaire » par le rappel d'un socialisme français pré-marxiste-léniniste. Les médias et autres décideurs font preuve, là, d'une finesse devant conduire à l'extinction en douceur du PCF, où tout au moins au départ de son par trop « brejnevien » secrétaire général, Georges Marchais. Remettre en selle les idées libertaires, plus largement les idées chers aux socialistes utopiques, ne coûte rien à ces messieurs du « prêt-à-penser ». Fourier, Considérant, Proudhon, Dejacque, Cabet... qui s'en réclame ? A grande échelle, personne, ou alors de façon si diluée que cela ne porte pas à conséquence - on n'imagine mal le président d'une grande mutuelle française, citant Proudhon comme père de la Mutualité, et faire montre en cela d'anarchisme. L'éclairage des médias sur un socialisme qu'ils pensent éteint ne peut que conforter les anarchistes dans l'idée qu'ils ont eu raison dès le début, lorsqu'au sein de la 1^{ère} Internationale des joutes opposaient Bakounine à Marx. De là doit émerger le sentiment qu'il est plus que nécessaire de redynamiser un socialisme que d'aucuns estiment éteint. La question est de savoir comment s'y prendre.

Les anarchistes - c'est un reproche qui leur a souvent été fait - semblent négliger le domaine économique. A bien y regarder, l'affirmation laisse à désirer. Pour s'en convaincre, il suffit de se pencher sur les pro-

jets et réalisations échafaudés par nos illustres penseurs : mutuelles, coopératives, bourses du travail, actions syndicalistes-révolutionnaires, expériences économiques ukrainiennes ou espagnoles audacieuses et non égalées, etc. Hélas, mille fois hélas, le contexte belliciste, dans lesquelles ont été menées ces expériences de collectivisation des moyens de production et d'égalité répartition des richesses, a contribué à les occulter, pour ne retenir que les caractères épiques - les invariables images d'Epinal. Malgré les Proudhon, les Bakounine, les Kropotkine, les Louise Michel, les Flores-Magon, les Emma Goldman, les Berneri, les Sébastien Faure, les Gaston Leval, les Pierre Besnard... Malgré tous ces gens-là qui pensèrent à de nouveaux mécanismes économiques, pour les uns, ou qui témoignèrent de la réalité de certaines expériences, pour les autres, des anarchistes, on n'a retenu que ce que l'on a bien voulu, et surtout ce qui pouvait avoir un caractère passablement négatif : les attentats de la fin du XIX^e siècle. Ça, on vous le ressort toujours à un moment ou à un autre. Bien surpris sont ceux à qui l'on répond par l'énoncé de nos contributions. « Ah tiens, vous étiez là-dedans ? », dit-on aux anarchistes, de façon incrédule.

Les pleins feux des médias

Sans cesse, il faut informer, prouver, se justifier auprès de gens singulièrement mal informés, ou qui se présentent comme tel. Informer, prouver et pourquoi pas convaincre, voilà des tâches qui vont s'amplifier. La rédaction parisienne du quotidien *Libération* semble, comme par enchantement, redécouvrir le mouvement libertaire à la faveur de la publication du dernier numéro de la revue *Volonté anarchiste*, « Pour l'anarchisme » de Nicolas Walter. Et de constater, le mardi 17 septembre, dans le « Politicorama » du journal, un bel encart sur la dite revue. Exotique, me direz-vous ! Oui, bien sûr. Mais les questions auxquelles nous nous devons de répondre ne viendront-elles pas aussi de cette presse bourgeoise à la recherche de son pesant d'exotisme ? Que dit *Libération* en guise d'introduction à l'article du « Politicorama » ? « *Les anars peuvent-ils faire leur beurre de la déconfiture communiste ? Voire. Leur littérature laisse rêveur... Au moins ont-ils le sens de la contre-attaque idéologique. Au moment où le communisme soviétique devient souvenir, les anarchistes du groupe Fresnes-Antony lancent sur le marché une brochure qui va, espèrent-ils, faire des ravages.* »

En prévision d'un regain d'attention, la pensée anarchiste a tout intérêt à se raffermir. L'antimilitarisme, l'anticléricalisme et quelques autres « ismes » font partie d'un fonds de commerce que l'on nous a « généreusement » abandonné. Et de se défendre, alors, contre les assauts d'un monde autoritaire, d'un univers hiérarchisé fait de maîtres et de candidats - volontaires ou non - à la servitude.

L'anarchisme se doit de monter plus souvent au créneau économique, pour répondre aux inquiétudes des trois millions de chômeurs de l'Hexagone (qu'un ministre se permet d'insulter et de désigner à la vindicte en



Les problèmes sociaux nécessitent du concret, les anarchistes peuvent y répondre.

soulevant, en toute démagogie électoraliste, le problème des faux-chômeurs) ; car un vide s'installe, dangereusement, au sein du paysage politico-social français. Les partis, les syndicats ne parviennent plus à répondre aux aspirations des travailleurs - l'ont-ils seulement fait ? L'abstention, hélas bien peu révolutionnaire, bat des records en ces temps d'élections partielles. Des 70% à 80% d'abstentions qui donnent le vertige aux politiciens. Les anarchistes, qui ne se privent pas de présenter le monde politique sous un jour funeste, peuvent-ils laisser à d'autres le soin de rallier les anti-parlementaristes au cri de « *Tous pourris !* ». A l'heure où le PCF ne peut plus prétendre jouer, à lui seul, le rôle d'élément protestataire, qui a été le sien pendant des années, il n'est pas souhaitable de laisser le terrain à un démagogue d'extrême droite. Celui qui dénonce la « bande des quatre » comme pourrie, aspire, lui-même, à se prélasser sous les lambris élyséens.

Les anarchistes ne sont pas des démocrates. En vérité, la démocratie est une invention de nantis, désireux de conserver, par l'artifice des urnes, un pouvoir qui les engraisse. Combien d'« élus du peuple » s'avèrent être les représentants d'une majorité ? Aucun ! Mises bout-à-bout, les voix des adversaires, les votes nuls, les abstentions, les interdits de vote (malades, enfants, immigrés, condamnés) parviennent invariablement à constituer de véritables majorités d'exclus, qui échappent à « nos » élus. Du reste, que dire de ces élections où il doit y avoir obligatoirement une majorité et une opposition ? Alors parce que la « majorité » a décidé que... voilà que la « minorité » se retrouve bannie ; de libres aspirations, n'ayant pas recueilli un certain aval, se trouvent balayées par une artificielle majorité, s'installant en censeur. Où est le respect de l'individu dans ce système ? Où sont le libre arbitre et la concertation entre les individus ? Le « Moi » est étouffé.

Privilégier l'économie

Les anarchistes, au nom du respect de l'individu, veulent la promotion d'un système de libre association entre chacun ou en des groupes affinitaires, et souhaitent aussi des prises de décisions en toute concertation et dans un bel ensemble collectif, et pourquoi pas unanimiste. De cet unanimisme qui ne soit pas de façade comme en terre soviétique. De cet unanimisme qui permette, cependant, à une « opposition » avérée de mener ses projets sans souffrir des vellétés castratrices d'une quelconque « majorité ». Le monde est assez vaste et assez riche, pour que les libres aspirations de chacun soient réalisées dans l'harmonie. Utopie

fédéraliste, diront certains ! Mais n'est-ce pas utopique de penser laisser perdurer un système parlementariste composé d'arrivistes et de tartuffes, immolant le salariat sur l'autel des trusts, au besoin grâce à la guerre ?

A l'heure où le « communisme » s'effondre, le discours anti-autoritaire doit se faire entendre avec regain, car l'agitation révolutionnaire est une constante. L'échec du système soviétique à l'Est et les magouilles des princes qui nous gouvernent permettent de poursuivre sur le chemin de la révolution sociale. Mais l'agitation passe aussi par la création. Une sorte de contrat économique-social est à redéfinir. Le domaine économique, en raison de sa tentaculaire modernité, doit être privilégié par la remise en route de réseaux coopératifs, échappant aux cercles d'affaires. Pourquoi pas la création d'une nouvelle Banque du peuple, si chère à Proudhon ? Des réalisations sincèrement alternatives seraient les bienvenues, car on ne parvient guère à convaincre à partir de seuls bons sentiments, dénués de supports. La situation économique au travers du globe, et plus particulièrement dans l'Hexagone, nécessite du concret.

Entre la social-démocratie déliquescence et le fascisme rampant, voués au capitalisme, s'il doit exister une nouvelle voie économique c'est bien du côté de la pensée libertaire, et de ses méthodes de gestion directe, qu'elle est à trouver.

Si les faux-semblants du socialisme sont éteints, le socialisme n'est pas mort pour autant. Sous sa forme libertaire, il ne demande qu'à s'épanouir !

Claude Nepper

SOMMAIRE

PAGE 1 : Croatie : guerre du conquête, Colloque « Anarchie et prison », De l'accumulation primitive au capitalisme : le communisme est mort, vive le communisme !, Edito.
PAGE 2 : De l'accumulation primitive au capitalisme : le communisme est mort, vive le communisme !.
PAGE 3 : La spirale infernale, Infos... grèves, Communiqué de la FA de Lyon, Echos de presse.
PAGE 4 : Croatie : guerre de conquête (suite de la « une »), L'influence de l'anarchisme sur le féminisme allemand.
PAGE 5 : Appel pour une redécouverte des peuples des Amériques d'hier et d'aujourd'hui, L'influence de l'anarchisme sur le féminisme allemand (suite de la page 4).
PAGE 6 : Opéra prestige pour ambitions nationales, L'opéra du maire Michu, Nouvelles du front, Associations... Brèves internationales, Le dessin de la semaine.
PAGE 7 : « Le Déserteur » de Maurienne, Mémoires du futur ?, Ciné sélection : femmes fatales, De la ville à l'urbain.
PAGE 8 : Anarchisme : répondre aux défis de l'époque, Infos FA.